



Monsieur le Directeur des Finances Publiques d'Indre et Loire

Depuis des mois les agents du département ne cessent de vous rappeler leurs revendications . Ils viennent de vous les renouveler avec force le 14 et le 28 mars derniers.

Depuis bien longtemps, le gouvernement n'écoute plus les organisations syndicales, n'écoute plus les agents, ni les citoyens . Le dialogue social n'en a plus que le nom : il ressemble de plus en plus à une farce de mauvais goût. En Indre et Loire, le constat est le même et nous avons plusieurs fois su vous le rappeler. Pour autant rien ne change.

Aujourd'hui, la situation est plus grave que jamais pour la DGFIP . Plus aucune mission, plus aucune structure, plus aucun agent, plus aucun cadre ne seront épargnés par les réformes ultra libérales en cours et à venir.

Tous les pans de la fonction publique, ses valeurs, ses missions sont attaqués.

Il s'agit bien de « mettre à mort » la fonction publique et de précariser toujours davantage ses agents. Tous les fonctionnaires sont dans le collimateur. Comment le rapport de l'IGF sur le temps de travail des fonctionnaires s'est-il retrouvé en « une » des journaux télévisés du 20h ? Voici une campagne savamment orchestrée par le pouvoir actuel, avec tout le mépris et l'arrogance qui le caractérise ! C'est vrai qu'il est plus facile de jeter en pâture des fonctionnaires, quitte à mentir et à caricaturer pour essayer de se rendre populaire vis-à-vis d'une partie de son électorat, que de répondre au pays qui demande d'autres priorités et attend d'autres choix.

Telle est la situation, monsieur le directeur, mais vous la connaissez !

Le 14 mars avec un taux de grévistes de 37 %, des agents sont venus à votre rencontre, pour vous exposer leurs préoccupations et surtout, vous entendre Monsieur le Directeur ! Et ? Pas de réponse ! Or, ne pas répondre c'est laisser volontairement l'incertitude s'installer et l'angoisse grandir. C'est aussi afficher un certain mépris pour les agents et une grande indifférence face à leurs conditions de vie, de travail .

L'objectif de la Direction Générale et de ses directions locales est simple : externaliser, privatiser et abandonner des missions, pour supprimer toujours plus d'emplois, diviser au maximum le nombre des implantations, limiter l'accueil du public aux contacts dématérialisés, détruire le statut de ses agents et en finir avec le service public !

La liste n'est pas exhaustive.

Et en Indre et Loire, nul doute que vous êtes à la manœuvre même si vous refusez d'en dire plus !

La géographie revisitée va aboutir à un bouleversement violent et profond du territoire et divisera par quatre le nombre des implantations. Pour faciliter le tout, la loi Fonction publique va permettre de recruter des contractuels un peu partout, de mettre à mal les garanties individuelles et collectives

des agents en amoindrissant le rôle des CAP, d'introduire une compétition malsaine entre services, entre les agents et entre titulaires et précaires.

Alors Monsieur Le Directeur, malgré l'importance de ce CTL, la CGT, SOLIDAIRES, FO et la CFDT ne seront pas présents le 2 Avril. Si nous avons toujours privilégié le dialogue social, force est de constater qu'il ne fonctionne pas. Pour nous, l'urgence de la mobilisation sous toutes ses formes est maintenue .

C'est la seule réponse face à la gravité sans précédent des attaques que nous subissons. C'est à cette riposte que les organisations syndicales 37 vont continuer de travailler, avec les personnels, avec les citoyens.

Rien n'est perdu Monsieur le Directeur.

Inverser les choix du gouvernement pour assurer l'avenir du service public, tel est bien notre objectif !

A TOURS le 1^{er} avril 2019